

Évaluation du programme

# Hack\_Right

Pays-Bas et Royaume-Uni



## Description du programme

Hack\_Right est un programme de punition alternatif ou supplémentaire créé conjointement, en 2018, par les polices des Pays-Bas et du Royaume-Uni. Les jeunes condamnés pour la première fois pour un délit de cybercriminalité peuvent y être éligibles.

## Thématiques

Ensemble des délits commis dans le cyberspace

## Intervention

- **Module 1 - Réparation** : a pour objectif de donner à l'auteur du délit un aperçu des conséquences de ses actes sur la victime. Via une conférence, le délinquant a la possibilité de présenter des excuses aux personnes concernées, de participer à des conversations avec la victime, ou de rédiger un plan de rétablissement pour la victime.
- **Module 2 - Formation** : ce module a trois objectifs : 1) prendre connaissance de la législation néerlandaise (droit pénal et directives) ; Réflexion sur le piratage éthique et responsable; 3) Renforcement des capacités cognitives afin de faire de meilleurs choix à l'avenir.
- **Module 3 - Coaching** : ce module permet au délinquant de rencontrer et d'être soutenu par un coach (hacker éthique et/ou employé d'une entreprise ou d'un département de cybersécurité) qui va le prendre sous son aile pour l'initier aux activités des hackers éthiques.
- **Module 4 - Alternative** : ce module permet de montrer des alternatives positives à la cybercriminalité.

## Évaluation du programme

Il n'y a pas encore d'évaluation du programme.

## Le programme en quelques mots

**Objectif du programme:** L'objectif du programme est de prévenir la récidive des jeunes délinquants tout en développant leur talent, notamment par des immersions au sein d'entreprises.

**Population cible:** jeunes entre 12 et 23 ans qui ont été condamnés pour la première fois pour une activité cybercriminelle

**Date de mise en oeuvre:** 2018

**Statut du programme:** actif

**Portée géographique:** Pays-Bas et Royaume-Uni

**Organisation instigatrice:** Aux Pays-Bas, le programme a été développé avec la participation de la police néerlandaise, du service de probation, du Conseil de protection de l'enfance, et du ministère de la Justice et de la Sécurité ainsi qu'avec le soutien d'entreprises et d'universités (VU University Amsterdam et University of Amsterdam). Au Royaume-Uni, il est soutenu par la police.